



Déclaration des représentants FERC CGT Consultation sur la note de service 2019

28 septembre 2018

Pas d'amélioration pour les personnels en 2019 : gel de la valeur du point d'indice, annonce de la suppression de 400 emplois administratifs dans l'éducation nationale

Pour l'Enseignement Supérieur et la recherche : les ministres Vidal et Blanquer annoncent de concert que seuls 3 000 bacheliers sont sans affectation. En réalité, ce sont encore plus de 47 000 lycéens ou étudiants qui sont bloqués dans le logiciel, sans aucune place dans l'enseignement supérieur. À cela s'ajoutent les 71 000 jeunes en attente et qui espèrent obtenir une meilleure affectation

Par ailleurs, le dispositif a non seulement occasionné un énorme surcroît de travail pour les personnels enseignants et administratifs, dans les universités et dans les lycées, mais il a aussi complètement désorganisé la rentrée universitaire : les effectifs ne sont pas encore connus dans un grand nombre de facs ni toujours pas stabilisés en prépas, les emplois du temps ne sont pas faits et les services des enseignants et enseignants-chercheurs ne sont pas arrêtés.

Pour l'école : les réformes du Baccalauréat et du lycée, qui donnent la part belle à des enseignements à la carte, non enseignés dans tous les établissements, risquent également de conduire à des diplômes locaux.

la CGT continue de revendiquer le réemploi et la titularisation de toutes les personnes concernées et la création d'emplois statutaires relatifs aux missions pérennes de service public.

La notion de mérite est bien trop souvent mentionnée dans ces documents ... Quand on connaît la subjectivité que cela revêt, la CGT ne peut que s'y opposer.

Aujourd'hui, plus que jamais, ces instances doivent perdurer.

Dans ce contexte désastreux, le projet de note de gestion relative au déroulement de carrière des Biatss du MEN et du MESRI est envoyé aux organisations syndicales 3 jours avant la réunion de concertation. 3 jours pour étudier le document qui va régir les carrières de 200.000 agents : voilà le niveau d'intérêt que ces deux ministères portent à leurs agents Biatss ! La CGT dénonce cette absence de dialogue social avec consternation, mais sans surprise : cette manière de faire est tout à fait conforme au comportement du gouvernement Philippe-Macron depuis son arrivée.